

DEBAT

Nadia MOTII

Nadia Motii, a professor, Mohammed V University in Rabat. We know that one of the darkest sides of globalization is illicit trade, which stands also to the UN sustainable development goal. Now from the PPP, we know that for the private sectors, they are more interested by profits. Government is probably more interested by let's say organizing all those profits. But when it comes to counterfeiting, I can prioritize from just a citizen perspective. The prosecutor-general talked about human trafficking, organ trafficking. With all my respect Mr. Marcadier, when I see Louis Vuitton handbag trafficking I think I will put more focus on what the government can do for this kind of trafficking and then you will probably do more efforts on that. Do we have to prioritize all this illicit trade or do we have to tackle the issue of illicit trade from a global perspective? This is my first question.

Second question: when it comes to all the laws that have been done for the traffic, how come that they are not applied? How come that they are still certain things that we should be working on? Thank you.

Alvise GIUSTINIANI

Thank you for your question. A question here, the gentleman.

Mohamed LAICHOUBI

Merci. Monsieur Laichoubi, académicien, ancien ministre algérien. Je voudrais très rapidement faire peut-être sous forme de question un lien improbable, mais qui à mon sens est important. Je ne connais pas très bien les caractéristiques du commerce illicite dans les pays développés, mais ce que je peux évoquer, c'est que dans la région, en dehors de la cause de l'affaiblissement de l'Etat, aussi notamment pour des raisons géopolitiques, qu'on a préféré parfois discuter, encourager la relation avec des groupes sociaux plutôt qu'avec des Etats. Peu importe. Dans la période du terrorisme pour le financement et pour le contrôle d'une grosse partie de la société sinon la société, l'action terroriste a mis la main et sur le commerce illicite ordinaire, celui des marchandises, et sur l'intégralité des autres substances (drogue etc.), et de façon assez puissante puisque parfois, ils ont dans certaines zones généré des capacités financières supérieures aux États dans lesquels ils étaient implantés.

Aussi, le côté intéressant, c'est que même quand vous avez jugulé le terrorisme et qu'il a été totalement éradiqué dans sa capacité de nuisance violente, on s'aperçoit que son redéploiement se fait souvent sur le commerce illicite où il exerce un quasi-monopole. Et donc il vient avec une autre mentalité, une autre philosophie. Il est né en marge de l'État, il ne reconnaît pas les organisations institutionnelles et il imagine qu'il a été un moment, dans des conditions géopolitiques précises, encouragé. Et donc à mon sens, ces éléments-là, s'ils sont admis comme des éléments de débat, la solution peut tenir compte de l'intégralité de ces aspects : c'est de coupler le débat avec l'affaiblissement de l'État mais avec la naissance de ces groupes sociaux et leur évolution. Je prédis que, dans la zone Moyen-Orient, les lendemains de grands conflits, on aura exactement le même sort en sachant que notamment la Syrie qui est un Etat qui a une capacité commerciale et qui tirait beaucoup de bénéfices risque de se retrouver dans cette même situation. Je vous remercie.

Alvise GIUSTINIANI

Merci pour [inaudible]. Il y a une question ici. They will answer them after. We will take three questions.

Hassane SAOUDI

Merci. Je m'appelle Hassane Saoudi. Je suis chercheur associé à l'Institut royal des études stratégiques. Concernant la contrefaçon, je pense que géographiquement c'est un secret de Polichinelle : on sait d'où ça vient, on sait dans

quels continents. Ce sont des déclinaisons opérationnelles qui nous manquent. Mais il y a quelque chose de plus inquiétant et Monsieur le Ministre en a parlé : la menace la plus globale, c'est le terrorisme. Or le terrorisme a besoin du nerf de la guerre et celui-là où ils le trouvent ? Afghanistan, Liban, l'Afrique, dans les zones grises. Le trafic des êtres humains est quand même un créneau porteur pour la nébuleuse terroriste. Le trafic de stupéfiants etc. Et donc c'est là où il faut agir. Évidemment, on a un problème. La souveraineté des États, les frontières, or et vous l'avez tous dit, c'est un problème global. La criminalité transnationale organisée ne s'occupe pas des frontières et c'est à nous les États de ne pas s'en occuper aussi parce que c'est un problème qui doit être réglé de manière transfrontalière. Et c'est là où, par exemple, dans notre continent, on a ce problème-là de travailler ensemble et de percer les frontières pour essayer de cerner. Et je pense que le terrorisme et l'argent généré par le terrorisme pour la trésorerie de guerre du terrorisme doit être une priorité internationale et régionale aussi. Je vous remercie.

Alvise GIUSTINIANI

I think it is all around the question on organized crime, terrorism, the States which are getting weak and so on, and the question on prioritizing on different illicit trades, so why don't you start maybe Laurent, first, because you have been calling cause.

Laurent MARCADIER

Je vais essayer un début de réponse globale à ces différentes questions. Sur la relation contrefaçon-commerce illicite-crime organisé et maintenant terrorisme, ce sont des choses qui existent. Nous ne sommes pas dans de la science-fiction, nous sommes en face d'éléments qui sont en procédure avec des dossiers judiciaires qui ont finalement abouti à reconnaître que ce lien, ce financement existait. Je vous renvoie très simplement vers un excellent rapport qui avait été remis en 2016 à Michel Sapin, alors ministre de l'Économie et des Finances, par l'Union des fabricants. C'est 30 ans d'histoire du terrorisme au travers 30 ans de financement par le commerce illicite et la contrefaçon. Donc c'est quelque chose qui existe et sans révéler de grands secrets, il est évident que dans chacune des procédures dans lesquelles nous pouvons déceler un début de lien, nous transmettons ces éléments aux autorités locales. Et je prends encore dix secondes pour répondre à Madame le Professeur Saoudi. Il faut quand même rappeler que ces groupes criminels organisés ont massivement investi le secteur de la contrefaçon pour une raison très simple : c'est là où l'on gagne beaucoup d'argent avec un risque pénal faible. Donc il ne faut pas, à mon sens, sectoriser en disant qu'il est prioritaire de travailler sur le trafic d'êtres humains ou le trafic d'armes. Ces mêmes familles criminelles participent à l'ensemble de ces activités criminelles. Je vous indique une étude des douanes américaines sur les familles criminelles turques : 30 % aujourd'hui des revenus de ces familles proviennent du faux alors qu'il y a 15 ou 20 ans, leurs revenus provenaient exclusivement du trafic d'héroïne ou des êtres humains. Au travers la contrefaçon, il arrive que des unités de police judiciaire découvrent d'autres activités criminelles : on cherche de la contrefaçon, on va trouver des stupéfiants ou des dépôts d'armes. La globalisation de ces activités criminelles nécessite une réponse globale.

Alvise GIUSTINIANI

Jean-François ?

Jean-François-THONY

Même si on ne peut pas mettre sur le même plan le trafic d'organes, le trafic d'êtres humains et la contrefaçon de sacs à main pour ne prendre que ces organes, ce n'est pas pour autant qu'il est nécessaire d'établir des priorités dans la lutte contre le commerce illicite. Ce qui importe en effet, c'est de construire une plateforme commune de choses sur laquelle on peut tous ensemble travailler : lutter contre la corruption, mettre en place des systèmes de confiscation des savoirs criminels, avoir des réglementations de base qui soient communes, etc. Après, c'est à chaque État, sur la base de cette plateforme commune, d'adapter la politique de lutte à ses besoins propres. Pour prendre une analogie, on construit un châssis et un moteur communs, et sur cette base, à chacun de construire une automobile qui répondra à ses besoins. Dans certaines parties d'Afrique, ce sera de lutter contre la disparition du rhinocéros dont on coupe les cornes ; dans d'autres régions d'Europe ou d'Afrique, ce sera la lutte contre les organes ou la lutte contre le trafic d'êtres humains. Ailleurs, ce sera aussi le trafic de médicaments avec les dommages que ça peut causer en termes de

santé publique. Donc les priorités, je pense que c'est aussi à chaque pays de les établir mais sur la base d'un travail en commun. La vraie priorité, c'est d'abord de faire ce socle.

Alvise GIUSTINIANI

Carlos ?

Carlos MOREIRA

Oui, simplement pour renforcer le message digital. Si on arrive à appliquer les normes de sécurité qu'on peut faire tous, par exemple ne pas acheter un produit d'un site qui ne soit pas https, comme il y a des marques aujourd'hui qui n'utilisent pas encore cette technologie de base et qui permettent à n'importe qui d'acheter n'importe quoi – beaucoup de médicaments, 50 % des médicaments faux sur Internet sont vendus à travers des sites qui ne sont pas validés – fermer tous ces sites-là comme LVMH l'avait fait très effectivement. Ce sont des hygiènes, je dirais de base, qui nous permettent de résoudre les problèmes. Et il faut investir sur le digital. Les nouvelles générations sont complètement équipées avec les outils nécessaires et c'est à nous simplement de renforcer ce message.

Alvise GIUSTINIANI

I think we will close it here. Thank you to the panelists, thank you to the public and thank you Thierry for organizing this panel. I think it was very useful. Thank you.